

Quel avenir pour l'Afghanistan ?

Des milliards ont afflué ces dernières années vers l'Afghanistan. Si une partie de ces fonds étaient destinés à la coopération au développement, l'essentiel a financé la présence militaire de l'OTAN. Le retrait de ces troupes ouvre des perspectives, mais comporte aussi des dangers, comme l'explique Marianne Huber, cheffe du bureau de coopération de la DDC à Kaboul. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



C. Bol/Hollandse Hoogte/laif

Manque d'infrastructures, conflit interne, économie en berne – le gouvernement afghan est confronté à des défis d'une ampleur incroyable.

Un seul monde: Le retrait des troupes internationales fera-t-il de 2014 une année décisive pour l'Afghanistan?

Marianne Huber: La véritable coupure, c'est que Hamid Karzai, après dix ans au pouvoir, ne sera plus président. Le nouveau gouvernement fera certaines choses différemment, ce qui est une source d'espoir. Le départ des troupes étrangères vient s'ajouter à cela. D'ailleurs, il se fait par étapes et est en cours depuis quelque temps déjà.

Les médias dressent un sombre tableau de la situation: hausse de la violence, absence de perspectives économiques. Quelle est votre perception?

Le fait que la population afghane ait considéré l'élection présidentielle de ce printemps comme une chance incite à l'optimisme. Un nombre surprenant de citoyens ont osé se rendre aux urnes, malgré un temps exécrable et les menaces proférées par les talibans. De longues files d'attente se sont formées devant les bureaux de vote. Les Af-

ghans ont dit clairement non à la régression et aux talibans. Cette participation massive a été l'un des signaux les plus positifs des douze dernières années. Elle a montré que la population trouve un sens à la participation politique et veut s'ouvrir sur un monde plus vaste.

Cette aspiration populaire est-elle réalisable?

On ne sait pas ce que les années à venir apporteront. La situation économique est mauvaise. La moitié de la population a moins de 15 ans. De quoi vivra cette nouvelle génération à l'avenir? À cela s'ajoute le conflit interne avec les groupes militants. Le nouveau gouvernement est confronté à des défis d'une ampleur incroyable. Le minimum indispensable, c'est qu'après le retrait des troupes, la communauté internationale s'engage dans la durée et soit prête à garantir une certaine continuité. Mais cela ne pourra se faire que si le futur gouvernement afghan prend des mesures radicales en matière de lutte contre la corruption et de recettes fiscales.



Marianne Huber a passé sa jeunesse en Iran et dirige depuis 2012 le bureau de coopération de la DDC à Kaboul. La Suisse est un donateur modeste en Afghanistan, mais elle a l'avantage de présenter un profil clair de partenaire de développement qui ne poursuit aucun objectif militaire. Après le renversement du régime taliban, elle s'est surtout occupée, dans une première phase, d'aide humanitaire. Depuis 2004, son programme cible plutôt le développement à long terme et la reconstruction. En étroite collaboration avec des organisations partenaires, la DDC soutient en priorité les catégories sociales défavorisées. Elle s'emploie à promouvoir le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance. La Suisse fait partie des rares donateurs qui prévoient une intensification de leur engagement après 2014.



Mads Nissen/laif
Carolina Gall/NTT/Redux /laif

La présence internationale a aussi eu des effets positifs : des progrès ont été enregistrés dans le domaine de l'éducation notamment et la qualité des forces de sécurité s'est améliorée.

Peut-on l'espérer ?

Les donateurs internationaux se sont engagés à soutenir l'armée et la police afghanes à hauteur de 4 milliards de dollars par année jusqu'en 2017. Ils consacreront 4 autres milliards au développement socioéconomique du pays. Cette aide est vitale dans la mesure où l'État afghan ne peut pas financer lui-même les coûteuses forces de sécurité et les services publics tels que l'éducation et la santé. Mais dans l'ensemble, les moyens alloués vont diminuer considérablement. Quand on voit les sommes qui se sont évaporées ces dernières années en raison de la corruption, la question se pose toutefois de savoir combien d'argent il faut vraiment. Si tous les fonds arrivent à bon port et sont bien utilisés, les ressources disponibles suffiront largement. Mais il est nécessaire pour cela de juguler efficacement la corruption, une démarche aussi indispensable que complexe. L'économie de guerre qui a surgi ces dernières années dévore des sommes astronomiques. Elle implique notamment une foule de conseillers bien payés. Recrutés par des agences internationales, ces derniers forment une sorte d'administration parallèle, en concurrence avec les fonctionnaires du pays.

Cela signifie que l'« aide internationale » a fait des dégâts ?

Pas seulement, bien sûr. Lorsqu'on pose la question aux Afghans, ils constatent des progrès manifestes par rapport aux années 90. Mais l'énorme afflux d'argent a engendré des excès et saboté bien des initiatives personnelles. L'attitude de la population rurale en est une illustration : s'il y a quelque

chose à acheter ou à réparer, on ne bouge pas, on attend l'arrivée du donateur. Auparavant, les gens se débrouillaient par eux-mêmes. Chaque printemps, par exemple, les villageois remettaient ensemble en état les systèmes d'irrigation. Cette culture est aujourd'hui gravement compromise. Dans nombre de projets, on paie encore les gens pour qu'ils participent à une assemblée. De telles mesures sont calamiteuses. En même temps, les habitants se demandent où est passé tout cet argent, vu que rien ne s'est amélioré dans leurs villages.

Comment expliquer cela ?

À partir de 2009, lorsque les Occidentaux ont encore renforcé pour un an et demi leur présence militaire, ils ont aussi accru les moyens financiers destinés à des projets de développement civils. Ils espéraient ainsi rallier la population au gouvernement en place et couper l'herbe sous les pieds des insurgés. Durant cette phase, trop d'argent a afflué en un laps de temps trop court. La dotation de nombreux projets se comptait en dizaines de millions de dollars, des sommes qu'il fallait dépenser impérativement en l'espace d'une année – sans perspective à long terme. Dès lors, les responsables des projets avaient pour préoccupation principale de conclure autant de contrats que possible afin d'épuiser ces crédits. Les résultats avaient une importance secondaire. C'est ainsi que des montants considérables, prévus pour la construction de routes, d'écoles ou d'hôpitaux, ont rempli toutes sortes de poches.

C'est contraire aux règles élémentaires du

Des infrastructures réalisées par la population

La DDC entend investir une partie des fonds prévus pour l'Afghanistan dans des projets novateurs qui contribueront au développement rural tout en créant des emplois. À titre d'exemple, elle introduit dans des régions de montagne des technologies adaptées à la situation locale, afin de protéger des coteaux surexploités et érodés contre une dégradation accrue par des pluies torrentielles. Les habitants exécutent eux-mêmes les importants travaux nécessaires pour prévenir les chutes de pierres et les coulées de boue, ce qui leur procure des revenus. Simultanément, ils se chargent ainsi de sécuriser leur cadre de vie. Dans une étape ultérieure, la faculté d'agriculture de l'Université de Bamiyan sera impliquée dans ce projet : des étudiants passeront quelques jours dans un village de montagne ; leur formation prendra ainsi une dimension concrète et pratique.



Beth Wald/Aurora/laif (2)

La participation élevée aux élections présidentielles d'avril dernier a montré clairement que la population trouve un sens à la participation politique et veut s'ouvrir sur un monde plus vaste.

développement durable. Comment en est-on arrivé là ?

Après la défaite des talibans fin 2001, l'Afghanistan a très vite installé – sous la conduite des États-Unis – une démocratie présidentielle selon le modèle américain. Les chefs de guerre victorieux y occupaient d'importantes fonctions dirigeantes, probablement parce que l'on craignait de s'engager pour vingt ou trente ans. Pourtant, cela aurait été nécessaire afin de permettre un développement durable. Quand les talibans ont repris du poil de la bête, dès 2005, on a misé sur la carte militaire.

La présence internationale a-t-elle aussi eu des effets positifs ?

Grâce aux sommes investies dans la formation et l'équipement de la police et de l'armée, la qualité des forces de sécurité afghanes s'est améliorée. Des progrès ont été enregistrés également dans l'éducation et la santé. Actuellement, 48% des filles et 64% des garçons savent lire et écrire. Certes, c'est encore bien trop peu. Mais chez leurs parents, la proportion est de 10% pour les femmes et de 25% pour les hommes.

Où en est-on actuellement sur le plan de la sécurité ?

Les régions où les talibans ne possèdent aucune base sont relativement sûres. L'influence de la police et de l'armée afghanes varie toutefois beaucoup à travers le pays. Ainsi, les talibans regagnent du terrain dans bien des régions où les troupes internationales se sont déjà retirées. Il s'agit en l'occurrence de groupes militants autonomes qui se foca-

lisent sur une logique guerrière et ne manifestent aucun intérêt pour des solutions politiques. Un peu partout, la culture de l'opium reprend, en l'absence d'autres perspectives économiques. Il est devenu impossible de contrôler les imbrications entre économie souterraine et lutte idéologique.

Quelles seront les priorités des donateurs internationaux après le retrait des troupes internationales ?

Le retrait de la FIAS marque la fin de l'approche militaire et civile intégrée. Il s'agira donc de poursuivre le désenchevêtrement des activités de développement et des investissements dans les organes de sécurité afghans. Cela prendra du temps, mais c'est un pas dans la bonne direction. Au cours des prochaines années, de nombreuses prestations étatiques seront encore financées par l'aide internationale au développement. Simultanément, les donateurs devront exercer une pression accrue sur l'État pour qu'il combatte activement la corruption et trouve ses propres sources de financement – recettes douanières, par exemple. Il faudra continuer de travailler là où l'on a déjà obtenu certains résultats : des efforts concertés sont nécessaires pour améliorer encore le système éducatif et le secteur de la santé. Plus urgent que jamais, le développement économique requiert des conditions-cadres favorables, notamment la sécurité du droit. Les tâches à accomplir sont gigantesques, mais nous ne devrions pas sous-estimer la flexibilité et le courage de la population afghane. ■

(De l'allemand)

Retrait complet d'ici la fin de l'année

Créée en 2001 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) est placée sous l'égide de l'OTAN. Des troupes en provenance de 49 nations ont ainsi été stationnées au cours des douze dernières années sur tout le territoire afghan. La mission de la FIAS était d'assurer la sécurité par des moyens militaires et d'accomplir des opérations de reconstruction. Elle a formé 350 000 membres de la police et de l'armée afghanes, qui ont pris en charge par étapes la sécurité du pays. Les soldats internationaux auront quitté l'Afghanistan à la fin de 2014. Environ 12 000 experts étrangers continueront d'appuyer ces prochaines années les agents de sécurité locaux, dans l'espoir d'empêcher la dégradation d'une situation qui reste précaire.